

grande-bretagne

L'occupation de l'usine FISHER-BENDIX

(traduit de SOLIDARITY)

Note d'I.C.O.: ce texte est à relier au débat amorcé dans ICO N° 114, p.18.

Un autre texte est en préparation sur la grève des mineurs.

Les ouvriers de Fisher-Bendix, à Kirby, près de Liverpool, occupèrent toute leur usine et les locaux administratifs mercredi 5 janvier 1972. Cette action, menée par tous les travailleurs, manuels et autres, représente une formule avancée de lutte. Une simple description des événements tels qu'ils se sont passés, donnera une connaissance réelle des faits, dont d'autres pourront tirer profit, bien plus qu'une tentative d'interpréter ce qui s'est passé selon une certaine ligne politique.

Le 11 janvier, avec deux autres copains de Solidarity de Manchester, je suis allé à l'usine Fisher-Bendix dans South Boundary Road, Kirby. L'usine se trouve dans une grande zone industrielle qui est née grâce à d'importantes subventions gouvernementales. Aux grilles, près du portail d'entrée, une énorme banderolle avait été attachée par les ouvriers. Elle disait, en lettres de presque un mètre de haut : "Under new Management" (littéralement "sous nouvelle gestion" ou "changement de direction") La loge d'entrée était occupée par les ouvriers et les travailleurs de l'usine devaient signer lorsqu'ils entraient par un portillon qui permettait seulement à une personne de passer à la fois. Etant visiteurs, on nous a demandé d'attendre que quelqu'un nous voit avant de nous laisser entrer. Tom Staples, le trésorier du comité d'occupation arriva. Il nous demanda nos termes de référence, c'est-à-dire cartes syndicales, etc. On lui montra et on lui dit que nous appartenions au groupe Solidarity et que nous avions l'intention de recueillir le plus d'informations possible sur leur action. On voulait aussi savoir si on pouvait les aider d'une façon ou d'une autre.

Satisfait de ces raisons de notre présence, Tom nous accueillit chaleureusement. Il nous conduisit au bâtiment administratif qui se trouve avec les bureaux de la direction. Ce n'est que lorsque les ouvriers gardant les différentes portes virent qu'on était avec Tom Staples qu'ils nous laissèrent entrer. On nous conduisit à un bureau qui servait de salle de réception pour les visiteurs. Ce bureau avait été celui du directeur commercial de Fisher-Bendix. En chemin nous vîmes les noms des différents comités recouvrant les noms des anciens cadres dont les bureaux étaient occupés.

Nous nous sommes mis à l'aise et Tom Staples et un autre membre du comité, Stan Ely, nous racontèrent les causes, la préparation et le déroulement de l'occupation.

Le contexte

Pendant 11 ans la compagnie a sans cesse essayé de briser la force organisée des ouvriers. Ayant échoué, elle décida de fermer l'usine. 600 ouvriers devaient être mis à pied (c'est tout ce qui restait des 2000 travailleurs à l'origine).

L'usine fait partie du trust Thorn Electrical Ltd L'an dernier l'empire industriel Thorn faisait un bénéfice net de 37 millions de livres (environ 50 milliards A.F.) entre 1962 et 1968 la Compagnie a reçu 6,558,420 livres (environ 10 milliards d'anciens francs) du Gouvernement, sous forme d'investissements publics. Lorsqu'en Mai dernier, la Compagnie Thorn acheta l'usine à Parkinson-Gowan pour 4 millions de livres (environ 5 milliards d'A.F.) ils avaient bien préparé leur coup, à savoir conserver les parties rentables de la Compagnie, vendre ou transférer les machines et l'équipement non indispensables pour éventuellement fermer l'usine de Kirby. Il n'est pas difficile de comprendre leurs raisons si on regarde les salaires dans les différentes usines de la Compagnie. Le Comité Central de shop-stewards de Thorn annonça il y a quelque temps que les salaires hebdomadaires des femmes employées à Merthyr Tydfil (autre usine du trust dans la région minière du Sud du Pays de Galles) étaient de 13 livres 95 (18.000 A.F.) contre 24 livres (31.000 A.F.) à Kirby.

En 12 ans, les directeurs de l'usine s'étaient succédés au rythme soutenu de un par an. Le dernier K.G. Lucas s'était fait virer juste avant Noël ayant échoué dans sa tentative avouée de "s'occuper des ouvriers".

Les programmes de réduction du nombre des travailleurs de 2.000 à 600 avaient été étalés sur plusieurs années. 6 syndicats avaient pris part aux négociations. La Compagnie avait aussi réussi à écraser les syndicats des employés dans cette usine. Les propriétaires, d'abord B.M.C., ensuite Parkinson-Gowan et enfin Thorn, ont fabriqué différents produits de première qualité sous l'étiquette Fisher Ludlow, et ensuite Fisher-Bendix, entre autres des bicyclettes Moulton (un brevet a été vendu très cher à Raleigh), des évier de luxe (dont la production a été vendue à un concurrent d'Ecosse Carron), et maintenant des radiateurs de chauffage central et à gaz. D'autres produits ont cessé d'être fabriqués. La production des essoreuses à tambour fut transférée de l'usine de Kirby à la Compagnie Carsa à Madrid où elles seront fabriquées sous licence. Pas besoin de mentionner que les salaires de Madrid n'ont rien de comparables à ceux de Kirby. Thorn a aussi décidé de transférer la production des machines à laver Bendix à Carsa.

Lorsque les représentants des ouvriers ont produit les preuves de tout ce qu'ils affirmaient, Thorn l'a quand même nié. Ils mentaient comme ils respiraient, même lorsqu'ils furent confrontés avec des photo-copies de contrats, etc.. De plus, ils commencèrent à transférer la production des radiateurs dans une autre filiale à Newcastle. En même temps, la Compagnie essayait de faire accepter aux gars des accords de productivité basés sur des études de la journée de travail.

Toute cette rationalisation aux dépens des ouvriers - et bien plus - n'était étrangère à personne. Mais la direction lâcha le paquet lorsqu'elle présenta un programme par étape pour fermer finalement purement et simplement l'usine. La rumeur en avait déjà couru dès août 1971. Cette décision ne fit l'objet d'aucune négociation. Tandis que la direction informait les shop-stewards, elle faisait afficher et distribuer des notices invitant cyniquement les ouvriers à assister au démantèlement et au transfert des machines, etc...

Thorn avait pris la relève de Parkinson-Gowan en mai 1971 lorsqu'ils achetèrent l'usine. Ils n'avaient pas perdu de temps. Il y eut plus de 500 mises à pied entre Mai et Octobre ce qui provoqua des arrêts de travail d'un jour ou d'une demi-journée. Une grève officielle de 9 semaines avait commencée en Juin. A l'époque, des meetings de masse se tenaient à la cantine prélude des choses à venir. La Compagnie avait envoyé des lettres individuelles aux ouvriers et un kiosque avait été installé dans la cour de l'usine pour offrir des dédommagements de licenciement. La Compagnie offrit 75 livres (110.000 A.F.) en plus des dédommagements légaux (appelés la subvention de Kirkby), à cause du haut niveau de chômage dans la région et de la difficulté de trouver un autre emploi. Etalé sur le reste de la vie active de la plupart des ouvriers, le total des indemnités s'élevait rarement à plus de 50 p. par semaine (environ 650 A.F.). Un bureau de recrutement de l'armée fit aussi son apparition. Mais heureusement, personne ne se laissa tenter. La Compagnie capitula et quelques 400 emplois furent sauvés.

Ce qui fit finalement déborder le vase fut une autre notice qui annonçait clairement les intentions de la direction. Le nouveau plan envisageait le renvoi de 60 ouvriers et de un employé le 28 janvier, le démantèlement des machines, etc...; il devait être appliqué après Noël et se poursuivre en février et mars avec d'autres licenciements pour se terminer par la fermeture totale de l'usine le 31 Mai 1972. En même temps la direction s'efforçait d'augmenter les cadences de production.

Le 7 décembre, les ouvriers arrêterent le travail spontanément et marchèrent de l'usine sur le bâtiment administratif en criant des slogans comme: " nous demandons le droit au travail ". Lorsqu'on dit qu'on ne pensait pas que c'était un bon slogan parce qu'on pouvait croire que les ouvriers demandaient le droit à l'exploitation, on nous répondit que ce que les gars voulaient dire c'est qu'ils n'acceptaient pas le droit des patrons à décider qui devait travailler. Ils pensaient qu'eux-mêmes devraient pouvoir décider s'ils voulaient ou non travailler et dans quelles conditions. Cela voulait dire que les usines ne pouvaient pas dans ces conditions, être régies par ses propriétaires privés, mais gérées par les ouvriers eux-mêmes. Nous leur avons dit que de ce point de vue leur slogan était ambigu.

Le 8 décembre le Convenor (délégué de tous les shop-stewards au niveau de l'usine entière) informa la direction que les délégués ne voulaient pas discuter de la fermeture de l'usine mais étaient prêts à discuter seulement de l'organisation du travail dans l'usine, sans qu'aucun licenciement n'ait lieu. A ce stade, il y avait une certaine division à la base, les employés

par exemple, pensant toucher de meilleures indemnités et les ouvriers cherchant comment lutter contre la fermeture de l'usine.

A peu près à cette période, il y eut une manifestation au siège local du Parti Travailleur. Les députés locaux avaient été contactés (y compris Harold Wilson leader du parti travailliste) dans l'espoir qu'ils feraient pression sur la Compagnie pour annuler les licenciements. Les députés furent d'accord pour ... proposer une motion au Parlement sur le chômage à Kirkby (où les chiffres atteignent 20% de la population active et où de nombreux jeunes sont toujours sans emploi deux ans après avoir quitté l'école). Mais comme on va le voir, les gars de Fisher-Bendix n'allaient pas laisser la question aux mains du parti travailliste ou de n'importe quel autre leader.

LA PREPARATION:

Comme la Compagnie ne voulait pas négocier, les ouvriers commencèrent à penser à d'autres moyens de s'occuper de la situation. La direction attendait peut être qu'une grève éclate (ou même cherchait à en provoquer une) ce qui aurait joué en sa faveur et entraîné une fermeture précoce de l'usine, qu'ils auraient fait suivre, par différentes méthodes, du démantèlement et du transfert des machines autre part. Mais ce n'est pas ce qui arriva. En effet, une délégation des représentants de Fisher-Bendix décida de contacter les ouvriers des chantiers navals de la Clyde (U.C.S.) et ceux de Plessey à Dumbarton (voir 100 N° 111-112 page 2 et N° 114 page 5) pour voir s'ils pouvaient les aider avec leur expérience récente. Et il y eut aussi des contacts pris avec l'aide du Combine Shop steward Committee pour voir quelles actions pouvaient être envisagées.

Bien que Tom Staples personnellement ne critiquait pas ce qui se passait à U.C.S. lors des contacts pris avec les ouvriers des chantiers navals, le comité des shop-stewards ne pensa pas qu'un "work-in" était un mode d'action valable à Kirkby. Les ouvriers avaient rencontré des idées bien plus intéressantes et utiles en discutant avec les ouvriers de Plessey. Mais les ouvriers de Kirkby pensaient qu'ils pouvaient faire quelque chose de mieux. Ils voulaient commencer l'occupation avant que l'usine ait totalement licencié les ouvriers, alors qu'à Plessey l'occupation avait eu lieu après.

Les délégués revinrent à Kirkby et les stewards commencèrent alors à préparer la riposte. Ils cherchaient toujours à arriver à un accord, mais ils pensaient aussi à s'engager dans une autre voie en vue d'une occupation. Ils savaient que s'ils annonçaient une date pour l'occupation, la direction interviendrait et fermerait l'usine avant qu'ils puissent faire quoi que ce soit. Les stewards réussirent finalement à convaincre la direction de "négocier" sur la base de leurs propositions pour une fermeture par étapes de l'usine. Un certain Monsieur Karne de la direction nationale de la Compagnie devait venir pour procéder aux négociations avec les principaux shop-stewards le 5 janvier.

La direction (et bien d'autres) pensait qu'il était fort improbable que les ouvriers entreprennent une action quelconque avant de connaître le résultat de ces négociations. En effet, il est très courant dans l'industrie, qu'une action soit

remise à plus tard dans l'espoir que des négociations donnent un résultat positif. Et en effet, lesdites négociations sont souvent prévues et entamées par la direction et les syndicats précisément pour empêcher les ouvriers de prendre les choses en mains, de décider d'entreprendre une action au moment le plus propice. Ils s'efforcent d'entretenir l'espoir fallacieux que les négociations pourront amener une offre acceptable.

Les délégués des ouvriers à Fisher-Bendix étaient conscients de ce problème après une longue et amère expérience. Ils savaient parfaitement que la direction n'allait pas discuter sérieusement un projet pour maintenir la production. Et la nature même des négociations changea radicalement. C'était maintenant les shop-stewards qui négociaient avec leurs objectifs propres toujours présents à leur esprit. Selon la tradition, personne ne s'attendait à une action des ouvriers pendant le déroulement de telles négociations.

C'était là l'astuce du plan. L'occupation se ferait au moment où l'ennemi s'y attendait le moins. Il fut décidé que les ouvriers répondraient à l'appel de leurs stewards à quelque moment que ce soit, pour manifester à l'intérieur de l'usine. Toutes sortes de faux bruits furent répandus concernant le lieu, l'heure, et le jour de ces manifestations. Jamais bien sûr il ne fut mentionné que l'occupation commencerait pendant les négociations. C'était l'avis de tous les stewards que c'était là le meilleur moyen : prendre la direction par surprise. Depuis le rejet des propositions syndicales du 7 décembre 1971 (pour discuter la continuation de la production) les stewards savaient que les négociations du 5 janvier étaient bidon. Ils acceptèrent d'y participer, mais seulement en tant que partie intégrante de leur plan secret et pour faciliter le déclenchement d'une occupation efficace de l'usine.

L'OCCUPATION:

Puis vint le grand jour. Les stewards principaux se réunirent avec la direction menée par Monsieur Karne. Il avait été envoyé pour s'opposer à tout compromis sur la proposition de fermeture de l'usine le 31 mai. On nous dit que dans une dernière tentative de négociation avant l'occupation, les shop-stewards avaient demandé à la direction le 4 janvier, de reconsidérer sa proposition.

À l'ouverture des négociations, les stewards proposèrent d'ajourner la réunion 15 minutes pour permettre aux directeurs de prendre en considération une discussion sur les emplois futurs et non pas sur la fermeture. Un peu plus tard, les directeurs proposèrent de retarder de 26 jours le transfert du matériel mais ils ne voulurent rien savoir sur le préavis de licenciement des 61 ouvriers à dater du 28 janvier. Pendant ce temps les ouvriers de l'usine avaient commencé à bouger. Les stewards restés dans l'usine, avaient donné le signal pour la marche sur le bâtiment administratif, ceci étant prévu et arrangé auparavant avec les stewards qui "négociaient". Les ouvriers se sentaient entièrement dans leurs droits.

Environ 300 ouvriers se dirigèrent vers l'entrée principale où ils demandèrent et obtinrent les clés passa-partout de l'usine. Les clés en mains,

les ouvriers avaient libre accès à toutes les parties de l'usine. Ils occupèrent la cantine et envahirent la salle du conseil. Ils tapaient des pieds dans les couloirs et dans les escaliers en hurlant des slogans, lorsque le Convenor, Jack Spriggs, au nom de tous les syndicats représentés et de tous les ouvriers de Fisher-Bendix demanda à Monsieur Sydney Karne, et aux autres directeurs, de quitter les locaux de l'usine.

Ceux-ci protestèrent qu'ils ne pouvaient pas partir sur le champ. On leur répliqua qu'ils avaient dix minutes pour s'en aller sinon les stewards ne répondaient pas de leur sécurité. Ils s'exécutèrent alors immédiatement, et sortirent sous une avalanche de cris de toutes sortes de la part des ouvriers. Les ouvriers contrôlaient Fisher-Bendix, l'occupation était commencée.

Tout travail s'arrêta dans l'usine. Les ouvriers furent rejoints par les employés qui avaient occupés, comme prévu, le bâtiment administratif. Les membres des 6 syndicats étaient à présent réunis dans une action qui servait leurs intérêts communs. Les différences qui avaient été cultivées et utilisées à la fois par les patrons et les syndicats pour diviser les ouvriers semblaient avoir disparues. Du moins, ce fut notre impression 7 jours après l'occupation.

Dès le départ des directeurs, un plan fut élaboré pour contrôler toutes les entrées et tous les points stratégiques de l'usine. La presse, la radio et la T.V. furent alertées. Ensuite tous les ouvriers qui étaient dans l'usine se réunirent en assemblée générale.

Une résolution prise à l'unanimité entérina l'action qui venait d'être menée et appela au maximum d'efforts pour continuer l'occupation. Il n'y eut aucune abstention lors du vote. Un ouvrier nous dit qu'il avait mal au bras à force de le lever sans arrêt pour que les photographes puissent prendre de bonnes photos. De bons rapports furent établis avec les reporters de la presse et de la T.V. Ces derniers expliquèrent aux ouvriers qu'ils raconteraient les événements tels qu'ils les avaient vus mais que les ouvriers ne devaient pas être surpris si ces reportages ne leur étaient pas d'un grand secours. Certains reportages seraient même déformés et deviendraient faux et hostiles aux ouvriers. Ils feraient de leur mieux, mais les ouvriers ne devaient s'attendre à aucun soutien ou secours de la part de la presse, radio ou T.V. qui étaient contrôlées par le même genre d'individus que ceux contre lesquels ils se battaient. Après s'être occupés des aménagements de sécurité, les ouvriers s'occupèrent de l'organisation des comités pour prendre en charge les différents aspects de l'occupation.

Parmi ces comités, il y en avait un qui arrangeait un roulement d'heures de présence. Il y avait 4 équipes qui feraient 6 heures chacune pour que l'usine soit occupée 24 heures sur 24. Il y eut deux équipes spéciales pendant le jour pour ceux qui, comme les mères de jeunes enfants, ne pouvaient pas faire l'équipe de nuit. Un autre comité prit en charge les commodités. Il s'occupait de la nourriture, etc., et des loisirs, et d'autres moyens d'utiliser le temps disponible aux ouvriers pendant l'occupation. La cantine qui, auparavant était gérée par une firme extérieure, fut abandonnée par cette firme. Les ouvriers prirent la relève. Il semble qu'il y ait eu immédiatement une nette amélioration dans le service qui était à présent géré par les mécaniciens.

Evidemment, il y avait un comité responsable des finances. Au moment de la rédaction de ce texte, la caisse de l'occupation avait déjà 2000 livres (2,6 millions A.F.). Ce comité était responsable des collectes et l'argent commença à arriver dès le début. Les filles des bureaux aidaient en envoyant des remerciements pour les donations, etc.. Tom Staples était trésorier. Il nous dit qu'un prêtre catholique, qui voulait rester anonyme leur donna 5 livres (7000 A.F.) Beaucoup de gens du coin, y compris des retraités et des organisations locales contribuèrent. Ce comité, avec le comité principal d'occupation, s'occupait des questions financières des ouvriers qui ne touchaient pas de salaire, ni d'indemnité de chômage, et n'avait aucun autre revenu. Ils prirent contact avec le Cialmants' Union (sorte d'Association de défense) pour trouver un moyen de toucher des allocations chômage ou autres, le plus tôt possible. En plus l'argent venant du soutien attendu d'autres ouvriers serait redistribué.

Un autre comité s'occupait de la publicité et des liaisons avec les autres usines et organisations. Les gars se rendaient en personne à ces usines pour rencontrer leurs supporters potentiels. Pendant notre visite, des camarades de Big Flame (Groupe autonome de la région de Liverpool qui se met à la disposition des ouvriers en lutte - voir la grève de Pilkington - Lutte de classe - sept-oct. 70 - Colin, 75 rue St Antoine, Paris 48), arrivèrent avec du matériel pour faire des affiches. Le journal Liverpool Free Press avait déjà produit un supplément spécial le 9 janvier expliquant la situation et appelant à la solidarité. Nous avons utilisé leur récit pour l'arrière plan historique de l'affaire.

Les ouvriers de Kirkby étaient en contact étroit avec les autres usines du trust Thorn. Celles-ci étaient représentées dans un comité unique (Combine Committee) représentant plus de 20.000 ouvriers. Les dockers et ouvriers de transport furent contactés pour imposer un black-out total sur les produits Thorn. La branche de A.U.E.W. (Amalgamated Union of Engineering Workers - syndicat des ouvriers des industries mécaniques) de Merseyside a déclaré son soutien à l'occupation par une grève de solidarité d'un jour pour tous les membres de Merseyside. Jack Spriggs déclara: " la grève de 9 semaines nous a convaincu que Thorn pouvait être vaincu. Nous avons cette fois adopté une autre méthode de lutte contre la Compagnie. Nous la combattons de l'intérieur".

Tom Staples qui est par ailleurs le secrétaire du Trades Council (1) de Huyton, Kirkby, et Prescott, et Trésorier du Comité d'occupation, nous dit: " le Trades Council soutient pleinement notre occupation et a l'intention de mobiliser d'autres usines de la zone Industrielle de Kirkby dans des grèves perlées de soutien et des piquets de grève en masse. C'est surtout le soutien local et régional qui est important dans l'immédiat".

Archie Breeden, shop steward principal du E.T.U. (2) ajouta: " Nous avons pris de nombreux contacts dans tous les secteurs de l'empire Thorn. Notre politique, comme avec les autres usines, est de combattre les licenciements et de maintenir le niveau des salaires et des conditions de travail. Nous faisons appel à tous ces ouvriers et nous en attendons un soutien massif."

En plus des trois syndicats dans l'usine (A.U.E.W., Transport and General Workers Union et E.T.U.) les syndicats des employés (A.S.T.M.S., D.A.T.A., et C.A.W.U. (3) ont agi ensemble pour occuper le bloc administratif.

LE RENFORCEMENT de l'OCCUPATION

Une des premières décisions de l'occupation fut de transférer toutes les pièces détachées et les stocks du dépôt Fisher Bendix Moorgate Road qui dessert une grande partie du Nord-Ouest à l'usine principale occupée de South Boundary Road. Là ils grossirent le stock déjà existant de radiateurs et radiateurs à accumulation (le tout valant un peu plus de 300 millions A.F.), une bonne douzaine de semi-remorques neufs pour livraisons et autres camions, sans parler du matériel de l'usine estimé à plus de 2,5 milliards. On voit à présent comment l'occupation renforçait la position des ouvriers dans la discussion d'un accord.

La presse fit son numéro en criant au "pillage et au vol". En fait, le déplacement des stocks était une des suggestions principales dans les propositions syndicales du 7 décembre. A savoir:

- "point 3: transfert de tout le département des pièces détachées, main d'oeuvre et matériel à Fisher-Bendix (Kirkby) de Moorgate Road (Kirkby).
- "point 4: Fisher-Bendix sera désormais le centre de stockage et de distribution de tout matériel Bendix en Grande-Bretagne comme à l'étranger".

Tout ce que les ouvriers avaient fait, ce n'était qu'appliquer les revendications syndicales précédentes. La véritable raison de la réaction violente des patrons était que ça n'était pas resté lettre morte sur un bout de papier. C'était devenu une réalité vivante à cause de l'action directe des travailleurs.

La déclaration publique de Thorn était menaçante: "Nous n'hésiterons pas à prendre les mesures appropriées pour protéger nos intérêts". De toutes façons, comme les ouvriers le soulignèrent, cela n'avait rien de nouveau: "c'est exactement ce qu'ils n'ont pas cessé de faire depuis des années. Tout ce qui les intéresse c'est le maximum de profits sans s'occuper des conséquences sur les ouvriers et leurs familles".

A présent, les ouvriers commencent à se rendre compte que les mesures appropriées pour eux c'est l'action directe. Et comme nous le disaient les gars qui nous faisaient visiter l'usine: "s'ils veulent entreprendre quoi que ce soit, qu'ils le fassent, mais ils auront tous les gars sur le dos". Et ce disant, il pointait dans la direction de la ville de Kirkby et de la Merseyside en général.

Les travailleurs de Fisher-Bendix ne sont que trop conscients des interventions possibles de la police et autres. A l'intérieur des deux portails massifs ils ont érigé d'imposantes barricades d'acier qui prendront un certain temps à remuer. En plus, nous avons vu deux belles lances d'incendie qui pointaient non pas vers les bâtiments (bien qu'il eût été aisé de les tourner de ce côté) mais vers les portails, ce qui en dit long sur les intentions des ouvriers en occupation. Bien d'autres préparatifs (que pour des raisons évidentes il est impossible de décrire ici) avaient été faits pour contrer toute tentative de démanteler certaines parties de l'usine ou de reprendre l'usine de force aux ouvriers.

D'après le Liverpool Free Press (9 janvier 1972) un appel a été lancé à tous les acheteurs de bo-

cotter tous les produits domestiques Thorn et leurs détaillants. Ceux-ci comprennent:

- radio et T.V.: Ferguson, H.M.V. (La Voix de son Maître), Ultra Baird, Marconiphone.
- locations d'appareils: Radio Rentals Ltd, Domestic Electric Rentals Ltd, Multi Broadcast (Multi Emission) Rentals Ltd, et Home Rentals Ltd (Rentals = locations)

- les lampes de radio et tubes cathodiques Thorn pour appareils ménagers: vendus sous les noms de marque "Mazda" et "Brimar".
- éclairage: produits Mazda et Atlas.
- appareils ménagers: cuisinières- réchauds à gaz et électriques Tricity, Main, Moffat, Kenwood.
- chauffage central: Thorn Heating Ltd.

LES LUTTES CONTROLÉES PAR LA BASE

On nous a souvent dit pendant notre visite que cette lutte est considérée par les travailleurs de Fisher Bendix comme une partie intégrante de la lutte des classes dont ils ne sont qu'une partie. Ils savent que leur effort magnifique, seul, n'est pas capable de leur assurer la victoire. Ils se rendent compte de l'importance de la liaison de leur action avec celles d'autres ouvriers d'autre part.

Les ouvriers de Fisher Bendix nous ont dit qu'il ne suffisait pas d'abandonner simplement l'usine comme autrefois. Il était de loin préférable de lutter à l'intérieur. D'abord on a plus chaud en hiver. Et puis de l'intérieur c'est plus facile de repousser les jaunes. De plus en plus d'ouvriers sont prêts à contester le droit des propriétaires privés à conserver un contrôle physique sur les moyens de production. C'est un moyen très efficace de lutter pour des revendications à court terme. Mais cela a aussi des implications profondes importantes. Il devient de plus en plus évident que ce système basé sur l'enrichissement d'une minorité au profit d'une majorité doit être contesté et attaqué à ses racines. Ceux qui travaillent devraient aussi prendre les décisions.

Nous traversons une période où les gens ordinaires montrent à tout le monde par leurs actions qu'ils sont tout à fait capables de gérer eux-mêmes leurs propres affaires. La solution alternative à la dépendance envers ces chefs qui s'imposent à la majorité c'est l'autogestion. Le genre de lutte qui se développe à présent rendra impossible de crier "on nous a vendus". Cela ne peut pas arriver si les choses sont fermement prises en mains par les travailleurs de la base dans l'usine et non pas laissées en proie aux chefs des syndicats ou des partis.

Les ouvriers développent eux-mêmes leurs propres méthodes de lutte et leur confiance en eux-mêmes. Ils montrent en pratique comment il est possible de résoudre les problèmes sur la base d'un système où les décisions sont prises démocratiquement. J'ai appris quelque chose de nouveau à Fisher Bendix. Nous avons demandé comment les décisions étaient prises, comment fonctionnaient les comités, quel était le rôle des syndicats dans tout ça.

On nous dit que les 6 syndicats engagés dans l'occupation avaient tous annoncé qu'ils soutenaient l'action, ce qui au niveau local ou régio-

nal. Les bureaux nationaux s'en sont, jusqu'à maintenant, bornés à une prudente expectative, sans offre d'aide financière. Seuls quelques bonzes locaux aidèrent un peu - en fait, nous avons discuté avec l'un d'eux dans l'usine.

Le comité d'occupation était basé sur l'ancien comité des shop-stewards, représentant les ouvriers des différents syndicats. Mais à présent c'était un comité autonome avec de nombreuses additions destinées à gérer l'occupation en contact quotidien avec tous les travailleurs. C'est là le grand avantage d'une occupation. Il y a toujours des ouvriers sur place pour voir ce qui se passe. Ils peuvent constamment être consultés, ou intervenir s'ils pensent que c'est nécessaire. Dans la vieille méthode de la grève, les travailleurs restent chez eux en attendant des nouvelles du comité de grève, qui arrivent rarement directement. Cette situation fait souvent des ouvriers des victimes de la presse, radio et télévision. Par exemple, c'est ce qui s'est passé dans la grève des postes l'an dernier.

On nous dit que pour assurer une occupation active tous les ouvriers étaient encouragés à prendre part aux activités des différents comités en plus de leur activité dans les équipes. Aussi de nombreuses initiatives furent prises. De nouvelles idées émergèrent qui rapprochaient les travailleurs entre eux. Lorsque les lignes téléphoniques furent coupées, il ne fallut pas longtemps pour les faire reconnecter. Lorsqu'il y eut quelque inquiétude sur le ravitaillement en carburant pour chauffer les locaux, il fut évident que la compagnie ne risquerait pas de forcer les ouvriers à trouver d'autres moyens de se chauffer. Et les livraisons de mazout arrivèrent rapidement. La cantine était aussi un endroit où les ouvriers pouvaient exercer une véritable autogestion.

La plus importante des réponses fut celle donnée à notre question sur les assemblées générales. On nous dit que tous les participants pouvaient être présents et voter. Et en plus toutes les femmes et maris, enfants, frères, soeurs, oncles et tantes pouvaient être présents. N'étaient-ils pas impliqués dans la lutte? Pourquoi devraient ils subir la pression de la presse et télévision pour réagir ensuite dans la direction opposée? Après la première assemblée générale de ce genre le 12 janvier, une femme qui précédemment était si hostile qu'elle avait dénoncé l'occupation à la presse, déclara qu'à présent elle soutenait complètement l'action des ouvriers de Fisher Bendix.

Je me sentis très humble. C'est ainsi qu'on apprend, à partir d'une pratique révolutionnaire à développer une théorie révolutionnaire.

QUELQUES CONCLUSIONS

Je ne veux pas faire ici une comparaison entre ce qui se passe à Fisher Bendix et les événements de Plessey ou de Mold (Flintshire). Le "work-in" à U.C.S. est encore quelque chose de différent. Mais tous ces événements ont quelque chose en commun. Tous représentent des tentatives différentes dans des circonstances différentes, de lutter contre des licenciements. Chaque expérience doit être examinée pour voir quelles leçons on tire, et comment étendre l'expérience à d'autres situations.

Si les ouvriers occupent leur lieu de travail en

rapport avec des revendications de salaire ou de conditions de travail - et si cela se passe alors que les patrons veulent à tout prix continuer la production - cette méthode de lutte aura une signification différente des occupations purement défensives, comme les occupations contre les licenciements.

Les occupations ont aussi un objectif plus profond: celui de contester aux patrons leur droit de posséder et contrôler les moyens de production. En même temps, elles montrent que les travailleurs sont capables de gérer leurs propres affaires. Elles élèvent le niveau de conscience des ouvriers à travers leur sentiment d'être directement et collectivement impliqués dans la lutte. Enfin, elles posent en termes clairs les problèmes de l'autogestion.

Dans une discussion plus poussée sur les occupations, il faudrait aussi examiner le rôle à la fois des syndicats et des groupes "révolutionnaires" qui prêchent encore le besoin d'un parti d'avant-garde. Si une occupation est manipulée par ces individus, elle pourrait bien prendre une forme où les ouvriers se verraient nier leur droit de gérer leurs propres luttes. Dans de telles circonstances, une occupation ne résulterait pas nécessairement en une forme d'action plus avancée. Elle pourrait mener, sous une nouvelle forme, à une autre expérience désastreuse qu'on a tant vu dans le passé. Dans ces expériences, les ouvriers furent menés en bateau parce qu'ils s'en remettaient à des leaders professionnels et parce qu'ils continuaient d'accepter ces idées mêmes qui les tenaient en esclavage.

En présentant notre récit de la lutte à Fisher Bendix (comme celui des événements de U.C.S. et Plessey) nous voulons inviter tous ceux qui sont intéressés à examiner tous ces problèmes. Nous à Solidarity, nous encourageons les luttes contrôlées par la base et l'autogestion ouvrière en tant que base d'une société socialiste dans laquelle les gens gèreront leurs usines et leurs bureaux et où les décisions seront basées sur la participation la plus large possible.

L'action des ouvriers à Fisher Bendix a réaffirmé un certain nombre de nos idées et nous a montré comment elles pouvaient être concrétisées. Les leçons de ces luttes dépassent de loin ce qui pourrait sortir d'une discussion. En donnant tout notre soutien et en appelant les autres à soutenir les ouvriers de Kirkby nous devons aussi prendre ce que leur lutte nous offre: un exemple vivant de courage, d'initiative et de bon sens dans la gestion de leurs propres affaires, et une leçon sur l'autogestion.

REFLEXION SUR LES OCCUPATIONS

Récemment, il y a eu des "sit-ins" et des occupations à Plessey, Ails-Chalmers et Fisher Bendix, et des tentatives à l'usine près du Don, B.S.A. et Standard Bottles. Les militants dans un grand nombre d'industries commencent sérieusement à penser à ce genre de tactiques et les occupations sont clairement à l'ordre du jour dans les luttes industrielles en Grande-Bretagne.

Ce développement est le bienvenu pour nous. Depuis que Solidarity existe (11 ans) nous avons cons-

amment et activement lutté pour populariser cette forme de lutte. Les occupations peuvent être une tactique plus efficace que la simple grève par exemple dans une lutte pour des plus hauts salaires ou des conditions meilleures. Mais elles sont aussi un précurseur, bien que déformé à l'heure actuelle, des formes d'organisation industrielles et sociales qui pourraient exister dans une société d'autogestion, une société socialiste. Au centre de notre vision d'une telle société, il y a l'idée qu'il devrait exister des formes de contrôle social qui permettraient aux gens, individuellement et collectivement, de prendre des décisions qui affectent leur vie.

Par conséquent, des occupations doivent être gérées par la base. Il ne faut pas laisser les bonzes syndicaux dominer ces luttes. Leur rôle de briseurs de luttes autonomes de la base est un fait documenté de façon excellente. Harold Wilson architecte de l'Industrial Relations Bill, non plus ne peut être d'un grand secours. Il n'est vraiment pas nécessaire de passer encore par l'expérience d'un autre gouvernement travailliste pour

voir que le Parti Travailliste défend essentiellement les mêmes idées et intérêts que les Tory, ou pour tirer la conclusion que ce sont les travailleurs en lutte qui doivent contrôler eux-mêmes leurs luttes pour qu'un progrès quelconque puisse être fait.

Une occupation doit être contrôlée directement par les participants, non seulement dans son organisation interne, mais aussi dans ses rapports avec le monde extérieur. Par exemple les négociations doivent se faire directement entre la direction et les comités de base. S'en remettre "aux bons offices" des bonzes professionnels nationaux des syndicats, ou aux Harold Wilson de tout accabit, c'est courir au désastre.

Jusqu'à présent les "sit-ins" ont été contre des licenciements, et en fait contre la fermeture des usines concernées. Il n'y en a pas encore eu contre des conditions de travail spécifiques ou pour demander des augmentations de salaires. Dans un certain sens, ces luttes ne sont pas typiques et n'ont pas encore montré tout le potentiel de cette méthode. La lutte contre la fermeture d'une usine n'est une situation optimale pour aucune méthode de lutte. Dans ces circonstances, la contre attaque la plus importante des ouvriers est leur refus de laisser le patron démanteler et transférer les machines. Lorsque la direction a l'intention de fermer une usine et de mettre à pied la main d'oeuvre, il est peu probable qu'un arrêt de la production par occupation porte un coup sérieux à la compagnie, bien que cela puisse être embarrassant. Nous attendons avec impatience le jour où les ouvriers occuperont une usine où la direction veut à tout prix continuer la production.

Un des problèmes majeurs des occupations est qu'une sorte de mentalité "Maginot" a tendance à se développer. Les ouvriers considèrent l'usine occupée plutôt comme une forteresse assiégée que comme une base d'actions offensives. Trop souvent comme par exemple en France en 1968, des ouvriers ont été pris au piège dans les murs des ghettos qu'ils se sont eux-mêmes imposés et se sont trouvés complètement isolés des événements qui se passaient dans le monde extérieur, corrompu et pourri. Dans de telles circonstances, la direction laissera traîner l'occupation qui mourra d'isolement et de dé-

despoir. Cela sera toujours possible à moins que les ouvriers des usines occupées prennent une attitude beaucoup plus agressive et tentent d'étendre leur action aux autres usines de la compagnie et à toute la communauté extérieure. A Kirkby les gars ont fait preuve de

cette attitude offensive. Des signes indiquent que la direction (qui est activement opposée à l'organisation à la base) pourrait tenter de reprendre l'usine par la force.

Un des mythes sur les occupations, c'est qu'elles ne peuvent se produire que dans les usines les mieux organisées. Ce n'est pas du tout le cas, et les occupations massives aux U.S.A. dans les années 30, et plus récemment sur le continent, sont là pour le prouver. Nombre de ces occupations victorieuses ont eu lieu dans des usines très mal organisées. L'occupation de l'usine ouvrière clé (4) d'un complexe permet aux ouvriers de concentrer leurs forces et dans une large mesure cela résoud le problème des jaunes. Dans ce cas, l'initiative reste aux mains des travailleurs.

L'occupation peut et doit être utilisée de façon offensive. Un grand nombre d'industries (qui ne sont pas à la pointe de la lutte) reposent sur des facilités de production très concentrées, très chères et uniques. Elles sont très vulnérables à une campagne d'occupations. On peut nommer entre autres: l'industrie du verre, du caoutchouc, des fibres synthétiques, des raffineries de pétrole, la presse, certains secteurs de l'industrie alimentaire, et même les grands magasins ou les bureaux des sièges de différentes compagnies.

Les occupations récentes ont été relativement isolées et limitées. Le récit qui précède, par exemple, nous dit que la direction de Kirkby fut sommée de quitter les lieux en dix minutes. Dans de nombreuses occupations, en Italie et en France, les patrons s'estimeraient très heureux de s'en tirer avec un tel ultimatum. Dans de nombreux cas, ils ont été "détenus" dans leurs propres bureaux, parfois pendant de très longues périodes. Nous pensons cependant que les actions qui se sont développées jusqu'à présent sont seulement une étape embryonnaire de cette forme de lutte.

Il est important que les ouvriers des usines occupées utilisent les facilités qui sont à leur disposition pour remplir les besoins sociaux de la communauté environnante, par exemple, en offrant des salles de récréation, des facilités d'impression, de réparations de matériel, etc.. Si les ouvriers des services publics (comme les autobus) prenaient le contrôle de leur lieu de travail, ils pourraient essayer de faire un service de transport entièrement gratuit pour le public.

Pour que cette forme de lutte soit une véritable menace à ce système pourri, et pour qu'elle évite de se fossiliser, elle devra se débarrasser d'un bon nombre de tabous légalistes qui font partie de la scène industrielle traditionnelle. Les routines et priorités traditionnelles, qui pla-

cent le profit, propriété et pouvoir avant les gens, sont présentes dans toute notre société. Nous espérons voir changer les attitudes des ouvriers envers la propriété des patrons et disparaître leur réticence à changer les habitudes

et schémas en valeur avant l'occupation. Dans une occupation, les arrangements internes devraient tendre à satisfaire les besoins des occupants (et des ouvriers en dehors de l'usine) plutôt que les intérêts futurs des patrons.

La technique de l'occupation ne doit pas devenir une méthode qu'on n'utilise qu'en dernier ressort. Elle doit se développer à la fois dans sa forme, sa combativité et son envergure. Sans ce développement -et le développement parallèle de la conscience politique- l'occupation peut devenir stérile. Grâce à ce développement, beaucoup de choses sont possibles, et nous espérons les voir se produire.

APPENDICE

L'occupation de Fisher Bendix est maintenant terminée. En dépit de la situation presque désespérée dans laquelle ils se trouvaient, les ouvriers de Kirkby ont gagné la bataille: l'usine ne sera pas fermée. Les 600 ouvriers ne seront pas virés. Au moins, pas avant 1973. D'ici là on a le temps de voir venir. Mais la direction ne voulait recommencer la production que progressivement après l'occupation. Immédiatement les ouvriers menacèrent de tout recommencer et les patrons capitulèrent sur le champ.

Mais malgré cette victoire, et le bon enthousiasme de l'article, il y a quand même quelques traits négatifs que je voudrais souligner ici. Une dizaine de jours après avoir publié l'article sous forme de brochure, les camarades de "Big Flame" nous ont envoyé une lettre pas très cohérente qui attaquait notre récit de l'occupation. Je ne veux pas entrer ici dans des querelles de chapelles en relevant toutes les contradictions de leur lettre ni le genre d'incipies qu'ils ont publiées à propos de cette occupation. Mais ils ont fait certaines remarques valables à mon avis. Ils ont souligné, ce que le texte ne fait pas assez explicitement, que l'organisation de l'occupation avait été entièrement préparée par les shop-stewards et les syndicats et avant l'action, les gars s'en étaient remis à eux.

Pendant l'occupation, la plupart des comités étaient animés par des délégués syndicaux et shop-stewards et le comité d'occupation lui-même qui prenait toutes les décisions importantes, n'était autre que l'ancien comité des shop-stewards inchangé. Il se peut que les décisions prises par ce comité représentaient les intérêts

des ouvriers. Il n'en reste pas moins, que mis à part l'enthousiasme des premiers jours, les assemblées générales devinrent très vite contrôlées, sinon manipulées, entièrement par le comité d'occupation et se caractérisèrent par une apathie remarquable. Les contacts avec l'extérieur aussi sont passés exclusivement par l'intermédiaire des délégués syndicaux.

On voit donc qu'en fait, peu a été fait pour favoriser le développement de l'action autonome de la masse des ouvriers, non pas nécessairement à cause des personnes qui étaient dans le comité d'occupation (5) mais bien à cause des structures traditionnelles qui ont été conservées dans l'organisation de l'occupation. Bien que

l'occupation ait abouti à une victoire des ouvriers de Fisher Bendix, l'action ne s'est pas développée autant qu'on aurait pu le penser, parce que les ouvriers ne se sont pas donnés de structures radicalement nouvelles pour développer une forme de lutte radicalement nouvelle.

Les résultats qu'on obtient (et leur signification à court et long terme) seront toujours à l'image des moyens qu'on se donne pour les obtenir.

Néanmoins, ce n'est pas parce qu'une lutte est menée par les shop-stewards -ou même par les syndicats- qu'il faut nécessairement la condamner. En effet, il y a des luttes très radicales et militantes qui sont menées par les syndicats. Fisher Bendix en est un exemple, la grève des mineurs en est un autre. Ce qu'il y a de très critiquable dans ce genre de lutte c'est qu'elles renforcent la mystification des ouvriers et des autres, et leurs illusions dans les appareils syndicaux et politiques. Comme ces luttes ne se développent pas, les méthodes ne se développent pas et la conscience des participants ne se développe pas autant que lorsque les ouvriers prennent les choses entre leurs mains, sans rien remettre à une quelconque autorité.

(1) Genre de Comité local ou régional auquel les différents syndicats peuvent s'affilier. La plupart le font généralement. C'est différent du I.U.C. Bien que les Trades Councils y soient aussi affiliés.

(2) Electrical Trades Union (Syndicat de l'Industrie électrique)

(3) ASTMS: Association of Scientific Technical and Managerial Staff (syndicat de cadres)

DATA: Draughtsmen Union (dessinateurs)

CAWU: Clerical and Administrative workers Union (syndicat d'employés)

(4) par clef j'entends une activité dont dépend un complexe industriel pour un bon fonctionnement de la production. Par exemple une usine qui fabrique des pièces nécessaires à toute une série d'autres usines. Pendant les occupations des usines automobiles aux U.S.A. dans les années 30, les ateliers de presse étaient la cible favorite.

(5) bien que plusieurs d'entre elles soient au P.C. et aient fait des déclarations assez ambiguës pendant l'occupation.

Histoire d'Écossais (suite du N° 115-116)

C'est le 28 février que s'est ouvert à la Haute Cour de Glasgow (l'équivalent d'une Cour d'assises en droit écossais), le procès des macTistes du Workers' Party of Scotland (Parti ouvrier d'Écosse). Le W.P.S. groupuscule macTiste centré sur Glasgow et Edimbourg, a été fondé il y a 6 ans par Tom Murray, un fonctionnaire retraité, qui, âgé maintenant de 71 ans, en est le secrétaire général.

Le W.P.S. qui semble regrouper une soixantaine de militants (ce qui est moins dérisoire qu'il paraît, si l'on se rappelle que la population de l'ensemble de l'Écosse ne dépasse guère 5 millions d'habitants...) possède une librairie à Glasgow, Vanguard Books, où furent trouvés le 20 décembre 1971 des armes et de l'argent et outre la vente des oeuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao, Enver Hodja (pour Murray "l'Albanie est le modèle de la République d'Écosse"), etc., publie les oeuvres du marxiste écossais des années 20: John Mac Lean.

En 1969, l'un des Inculpés s'était présenté à une élection législative partielle dans les Gorbais, le quartier le plus pauvre de Glasgow, comme candidat du parti, recueillant 72 voix.

Les prévenus: Matthew Lygate, 34 ans, tailleur et Président du Workers' Party of Scotland (le candidat malheureux de 1969, c'est également le directeur de l'organe du parti Scottish Vanguard); Colin Lawson, 35 ans, infirmier des hôpitaux psychiatriques et trésorier du parti; William Mac Pherson, 31 ans un travailleur du bâtiment, vice-président du parti; et Ian Doran, 23 ans, un repris de justice, dont l'association avec les trois autres date d'avril 1971.

Mac Pherson, Doran, Lygate et Lawson, furent convaincus de participation à une ou plusieurs attaques à main armée, dont furent l'objet, entre le 17 juin et le 17 décembre 1971, 4 banques et un magasin de Glasgow, les sommes volées se montant à un total de 22.100 livres sterling, dont 10.000 furent retrouvées.

Mac Pherson fut acquitté d'un vol de 5.495 livres sterling, commis précédemment dans un dépôt des Chemins de fer britanniques.

Le silence assourdissant observé par la presse, la radio, etc., ne devait être rompu que le 26 mars, par le Sunday Times, après la fin du procès. Sauf dans la presse locale écossaise évidemment, qui s'en est donné à coeur joie. Inévitablement, on appela l'inspirateur du parti "l'anarchiste John Mac Lean"; cependant que le Daily Record affirmait que Matt Lygate était entré en rapport avec les guérilleros palestiniens, le groupe gauchiste Irlandais Saor Eire (Irlande Libre) -qui s'est rendu célèbre par des attaques de banque- et.. le gouvernement chinois.

Certains aspects pour le moins curieux apparurent. C'est ainsi qu'un étudiant de 20 ans Steven Niven, membre du Comité Central du Parti, aurait alerté dès février 1971 le C.I.D. (Criminal Investigation Département: la police judiciaire) de Glasgow et la presse, des projets qu'entretenaient certains de ses camarades: 2 journaux publièrent même à l'époque des articles sur la question. Cependant, d'après la police, il ne fut pas cru, et c'est un coup de téléphone anonyme, le 18 décembre qui aurait finalement mis le C.I.D. sur la bonne voie.

Quoi qu'il en soit, le juge Lord Dunpark condamna Mac Pherson à 26 ans de prison ferme (la peine la plus lourde jamais prononcée en Écosse), Doran à 25 ans, Lygate à 24 ans et Lawson à 6 ans.

Rappelons que les auteurs de l'attaque du train postal, il y a 10 ans, furent condamnés à des peines de l'ordre de 30 ans, ce qui provoque alors un tollé général (à juste titre), dans l'opinion "libérale", qui n'est pas jugé bon de s'émouvoir pour cette affaire peut être parce qu'elle n'a pas bénéficié(?) de la publicité habituelle?

En tout cas, voilà qui présage mal pour les 8 Inculpés accusés d'avoir participé à la Brigade de la Colère, dont le procès doit s'ouvrir à Londres, le 6 juin.

Plus que jamais le pouvoir veut démontrer que l'illégalisme ne paie pas...